

LA MACHINE INFORMATIONNELLE DE L'ETAT

I- Généralité :

Pour le public occidental, abreuvé de **chiffres** divers de la part des services **statistiques** officiels, des instituts de **conjoncture** et des organismes de **sondages**, la collecte des données semble répondre à une logique de surproduction qui nourrit des réflexions sur la **rationalisation** de la « **machine informationnelle** » de l'**Etat**. Celle-ci, de plus en plus coûteuse en moyens humains et financiers, se voit soumise à des interrogations majeures pour justifier en termes d'utilité économique et sociale le développement de ses activités.

Dans les régions qui nous intéressent ici, dans des contextes d'**ingouvernabilité** économique et politique prononcée, on imagine aisément les problèmes que pose le fonctionnement même de dispositifs de collecte de **données** efficaces. Malgré l'immensité des besoins et confrontés à des choix budgétaires **drastiques**, les gouvernements ne peuvent leur accorder qu'une importance très limitée.

II- Contexte social :

- **Une situation très dégradée.** Depuis le milieu des **années 1970**, l'absence de capacités de réalisation endogènes et la raréfaction des moyens extérieurs ont conduit à la réduction ou à l'abandon de nombreux programmes, y compris ceux qui avaient été conçus dans une optique explicitement opérationnelle : **enquêtes** sur les ménages et les niveaux de vie, système de surveillance (**nutrition** et **santé**).

Les défauts dans la conception des **systèmes d'information** (exhaustivité incompatible avec les moyens disponibles, inadaptation des **concepts** et des **méthodes** aux situations concrètes à analyser) apparaissent alors crûment, malgré les efforts faits pour y remédier (cf. **J.-L. Dubois** et **D. Blaizeau**, « **Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement** », Paris, Ministère de la Coopération et du Développement, **1990, 3 tomes**).

Données inappropriées, collecte non finalisée, coûts disproportionnés et transmission aux décideurs de données périmées du fait des lenteurs administratives accumulées, le bilan des systèmes d'information effectué, par **exemple** pour l'**Afrique**, est sans appel : « Dans le domaine de la **démographie**, il est impossible de déterminer précisément même la taille et le taux de croissance de la population de certains pays d'Afrique. Pour ce qui est des **statistiques sociales**, on manque de chiffres concernant l'**alphabétisation**, les taux de **scolarisation**, la situation institutionnelle de

l'enfant et les niveaux de **pauvreté**. S'agissant des **statistiques économiques**, des séries économiques de base comme le **PIB** et les flux des ressources font parfois défaut. Les données sur les **ressources** nationales et l'**environnement**, quand il en existe, sont très rudimentaires » (Banque mondiale, « **L'Afrique subsaharienne, De la crise à une croissance durable** », Washington, 1989, p.246).

- **Des interrogations sur l'avenir des systèmes d'information**. La **refonte** complète des machines informationnelles étatiques autour de préoccupations opérationnelles s'impose comme la seule issue pour mobiliser des ressources, remotiver les personnels.

Différentes **restructurations** sont en cours pour adapter les **institutions**, les hommes et les **techniques** à la production de données hiérarchisées, cohérentes et ciblées : meilleure adéquation des méthodes et des approches (élaboration d'un système intégré d'information aux niveaux « **macro** », « **méso** » et « **micro** »), réorganisation des **structures** et des **organigrammes**, rationalisation des moyens de traitement des données (passage à la **micro-informatique** et élaboration de **progiciels**), coordination des financements...